

**Séance ordinaire du
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

QUARTIER CROIX D'ARGENT
Reconstruction d'une tente de réception au Complexe sportif Sabathé
Autorisation de déposer un permis de construire

Dans le cadre du développement des associations sportives, la Ville de Montpellier souhaite répondre aux besoins exprimés par les clubs de rugby en résidence sur le Stade Sabathé, privés de tente de réception depuis son effondrement, lors du dernier épisode neigeux sur la Ville.

A ce titre, cet équipement devra répondre aux normes imposées en tant qu'établissement recevant du public.

Cette nouvelle structure de 170 m² comprendra deux locaux de rangement de matériels et un bar. Construite sur un bardage extérieur en acier, la charpente mixte bois lamellé-collé sera surmontée d'une couverture en membrane composite translucide et acoustique, 100 % recyclable et dimensionnée pour le vent et la neige.

Deux baies vitrées seront insérées pour ouvrir la salle sur le terrain de rugby à côté des anciennes tribunes du stade.

L'enveloppe financière de cette opération, fixée à 180 000 € T.T.C. est inscrite au budget supplémentaire de la ville, chapitre 903.

Un permis de construire sera déposé et les travaux seront alors réalisés sur une durée de trois mois maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter le projet de reconstruction de la tente de réception sur le complexe sportif Sabathé ;
- D'autoriser le dépôt du permis de construire ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.